M. ROBINSON (Simcoe-Est): De quelles dérogations à la constitution parle mon honorable collègue?

M. MERRITT: C'est très simple. La Grande Charte a été violée par la façon dont le Gouvernement a conduit l'enquête sur l'espionnage, en janvier 1946, n'est-ce pas? La pétition des droits a été violée au moment de l'introduction de la loi de la milice il y a un an, et c'est parce que des députés de l'opposition ont signalé la chose au Gouvernement que l'on y a remédié en limitant les effectifs de nos forces armées. Depuis le XVIIe siècle, la constitution de la Grande-Bretagne, dont nous tirons évidemment la nôtre, prévoit que l'armée est l'armée du Parlement et non celle de la Couronne. Au moyen de cette mesure législative, le Gouvernement aurait violé ce principe, et c'est parce que nous l'avons signalé à la Chambre que le Gouvernement a battu en retraite.

Il y a dans ce cas-ci violation de la déclaration de droits remontant au règne de Guillaume et Marie. Cette atteinte à la constitution, les honorables députés de Kindersley et de Lake-Centre l'ont expliquée en détail à l'honorable député qui m'a interrompu. J'espère que cette brève déclaration de ma part démontrera à l'honorable député que le Gouvernement a déjà enfreint la constitution à trois reprises. Relativement à la violation dont je parle et qui est la plus sérieuse, l'honorable député qui m'a interrompu et qui occupe un siège d'arrière-plan à la droite, de même que tous les autres membres de cette Chambre, sont tenus d'accomplir un devoir qui l'emporte sur l'attachement qu'ils doivent à leur parti. C'est celui de sauvegarder la constitution du Canada, et aucun membre de la Chambre ne peut l'éluider. Si le Gouvernement ne peut justifier sa conduite, que l'honorable député qui m'a interrompu reste à son siège ce soir afin d'entendre cette discussion et se rendre compte que le devoir lui incombe de veiller à ce que notre constitution ne soit pas foulée aux pieds.

J'affirme que le ministre des Finances se doit d'accorder à ce problème la plus grande attention, car il répugne à tout honorable député de la gauche de lui adresser des observations comme celles que j'ai formulées à son intention. Je l'ai fait uniquement parce que j'estime que la Chambre a un devoir qui lie chacun de nous, et c'est celui de veiller à ce que notre constitution démocratique, notre régime de gouvernement représentatif et responsable, soit sauvegardé, surtout en cette époque si difficile où nous voyons un pays

après l'autre disparaître derrière le "rideau de fer" et perdre sa constitution. Nous vivons à une époque où aucun gouvernement ne peut se permettre de s'écarter de la constitution, fût-ce sous le prétexte invoqué par le ministre, c'est-à-dire par suite de circonstances extraordinaires ou d'un état d'urgence. Le ministre a fait beaucoup plus que percevoir des impôts qu'il devrait, à mon sens, rembourser. Sa décision est beaucoup plus grave. Il a entrepris, pour prélever des fonds, de se servir d'un moyen auquel il n'est pas pourvu dans notre constitution. Je signale au ministre et au Gouvernement que la seule différence entre une administration démocratique et un régime totalitaire est dans la façon d'agir. Un impôt de 100 p. 100 sur le capital serait absolument constitutionnel, pourvu qu'il fût approuvé par le Parlement. Notre constitution est assez souple pour permettre le prélèvement d'une telle taxe. Par contre, le prélèvement d'un seul cent par la méthode employée par le ministre à l'égard des impôts que nous sommes à étudier est totalement anticonstitutionnel.

L'hon. M. ABBOTT: On n'a pas prélevé ces impôts.

M. MERRITT: Que le ministre renonce à cette réponse car il est en trop mauvaise posture ce soir, devant la Chambre, pour pouvoir s'en tirer à si bon compte.

L'annonce d'une taxe devant le Parlement assemblé est le fait d'un ministre responsable obéissant à une constitution démocratique, mais qu'un édit soit lancé au public du fond d'une cabine insonore dans un poste radiophonique, c'est pure tyrannie.

J'en atteste un intéressant communiqué que j'ai découpé dans le *Times* de New-York du 1er mars. La nouvelle, qui vient de Prague, est datée du 29 février. Elle a pour titre: "Les Tchéques imposeront un régime totalitaire au moyen d'édits à la radio.—Des comités d'action, dirigés par émissions radiophoniques, guideront les affaires du pays."

L'hon. M. ABBOTT: La prochaine fois, je recourrai à un communiqué aux journaux.

M. MERRITT: Fort bien, mais si le ministre ne nous fournit pas au plus tôt une meilleure explication, si les membres de cette Chambre qui siègent derrière lui accomplissent leur devoir, il ne trouvera pas de nouvelle occasion de le faire. Je lirai donc le premier paragraphe de cette dépêche de Prague du 29 février:

On a appris aujourd'hui que la réorganisation de la Tchécoslovaquie en un Etat ou société totalitaire s'opérera au moyen d'instructions transmises par radio. A partir de demain, les comités d'action recevront leurs directives par radio.